



LÉGATION DE SUISSE
EN ARGENTINE

P.
BUENOS AIRES, le 23 décembre 1952.
Calle Uruguay 740
T.E. 440074/77

RÉFÉRENCE: NOTRE A.64.2.- F.ri
VOTRE
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE N° 12.

La situation politique et économique
en Argentine au seuil de la nouvelle année.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

La fin de l'année étant aux portes, je pense qu'il est indiqué que je vous fasse rapport sur la situation générale en Argentine. En réalité, rien d'essentiel ne s'est passé depuis mon dernier rapport de juin, avant mon départ pour la Suisse, que nous n'eussions alors déjà prévu, y compris le décès de Mme Perón qui constitue peut-être le seul fait essentiel par rapport à la politique intérieure de l'Argentine. Pour le reste, le pays a subi la grave crise économique qui avait été envisagée; il a vu la dictature évoluer sur un rythme de violence croissante, ce qui était fatal; il a assisté à un nouveau déclin de l'opposition et, partant, au raffermissement du pouvoir dans les mains du Général, et il se trouve, à la fin de l'année, dans un état d'incertitude complète quant à son futur immédiat. La raison ultime de cette incertitude (qui nous intéresse au plus haut point, car elle ne nous permet guère de décider ce que nous devrions entreprendre afin de construire sur des bases normales l'ensemble de nos relations économiques avec l'Argentine) est au fond une seule: l'impossibilité de prévoir quelle sera l'attitude du tout puissant dictateur en matière économique et politique. Perón reste indéchiffrable. Cela veut dire que s'il voulait s'incliner vers la sagesse, il pourrait résoudre - de l'avis de tous les connaisseurs des

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e .

./.

- 2 -

choses du pays - la crise argentine, mais que comme personne n'ose espérer qu'il choisira d'être sage puisque cela semble contraire à sa manière d'être, à sa psychologie et à son faible courage (rien n'est plus impolitique que les restrictions), personne non plus ne peut prévoir le développement des choses. D'où l'incertitude qui nous empêche tous de formuler un jugement sur le proche avenir du pays.

Je voudrais me permettre, pour l'information de vos Services, de développer le jugement que je n'ai fait que formuler, aussi parce que mon développement comporte en même temps une description aussi étendue que possible - dans le cadre de la brièveté qui m'est imposée par la nature de cette lettre - de la situation politique et économique du pays, à la fin de l'année courante, ce qui présente peut-être une certaine utilité.

1. Les préoccupations de l'opinion publique et la politique du Général Perón.

Où va l'Argentine ? Peut-on considérer qu'elle a touché le fond de la crise et qu'elle se trouve sur le chemin du relèvement ? Peut-on avoir confiance dans son avenir ? Telles sont les questions que tous se posent ici non sans une compréhensible anxiété. Plus de deux mois se sont écoulés depuis mon retour de Suisse ; à mon tour, j'ai posé ces questions à un grand nombre de personnes, diplomates, fonctionnaires, industriels, banquiers. Les uns, très peu nombreux, m'ont répondu que tout espoir doit être banni tant que le régime Perón tient debout, d'autres ont soutenu que

./.

les choses vont franchement mieux et qu'elles s'améliorent encore. J'avoue que je ne sais pas de quel côté se trouvent les clairvoyants et qu'il m'est impossible de me prononcer sur l'avenir immédiat de ce pays. Et cela parce que, quoi qu'on en dise, personne ne peut savoir quels sont les plans de M. Perón, ses projets à longue échéance, ni même savoir s'il en a. Les idées de politique intérieure et extérieure qu'il affirme vouloir réaliser, on les connaît, il les résume comme suit :

1) faire le bonheur du peuple argentin en assurant au pays la souveraineté politique, l'indépendance économique et un standard de vie élevé;

2) pour y arriver, appliquer le justicialisme qui exige que la masse des travailleurs atteigne toutes ses revendications, en excluant de la législation sociale et le capitalisme fondé sur l'individu, et le communisme fondé sur une interprétation erronée du collectivisme;

3) cette posture conditionne, sur le plan extérieur, l'autre principe qu'est le "leitmotiv" des discours du Président, celui de la troisième position : ni Moscou ni Wallstreet.

Perón affirme que par le premier plan quinquennal (1946-1951) il a conquis pour l'Argentine la souveraineté politique et l'indépendance économique, tout en assurant au justicialisme des victoires substantielles grâce à une grande amélioration en ce qui concerne le standard de vie de la masse. Il a en effet racheté les chemins de fer et les téléphones, et les grandes compagnies étrangères n'ont plus rien à dire pour ce qui a trait à la politique intérieure du pays; les puissantes entreprises céréalistes Dreyfuss et Bunge & Born ne sont plus les maîtres dans les campagnes argentines; il a créé une flotte marchande importante.

Sur le plan théorique tout cela est, d'un point de vue national, parfaitement défendable. Sur le plan matériel, il y aurait beaucoup à dire (à cause du prix auquel tout cela a été accompli), mais mettons néanmoins ces réalisations à l'actif du régime. Sur le plan social, à l'intérieur, la masse a obtenu de bons salaires et une législation la mettant en mesure de se défendre contre les patrons trop exigeants : il y a eu des abus contre les patrons, mais admettons que ces abus compensent ceux dont se sont rendus coupables autrefois les patrons vis-à-vis des ouvriers, et partons donc du point de vue que l'équilibre est rétabli et qu'ici aussi la politique de Perón a été positive. Toutes ces propositions devraient être approfondies, mais admettons qu'elles soient acceptables telles quelles. Certaines idées fondamentales de Perón auraient donc été bonnes, puisqu'un pays a le droit de se rendre indépendant, même si cela doit lui coûter des souffrances. De même on ne peut pas nier que le péronisme a multiplié les écoles, les hôpitaux, les maisons pour ouvriers. Ce serait se placer sur un terrain éthique qui n'est point celui des critiques habituels, que de dire que tout cela ne vaut rien puisque ces maisons, ces hôpitaux et ces écoles sont le produit de l'esprit de vengeance d'Eva Perón. Cela est vrai en partie, mais Eva Perón est morte et les hôpitaux et les maisons et les écoles restent et constituent un actif sur le plan social, un enrichissement pour le peuple.

Mais d'autres idées fondamentales de Perón l'ont aussi conduit à des résultats catastrophiques. Le fait d'avoir méprisé l'agriculture - la vraie richesse de l'Argentine - pour tout miser sur l'industrie, a abouti avant tout au dépeuplement des campagnes, donc à une diminution de la production agricole et, par là, à la création d'une des principales causes des difficultés économiques argentines. Ceux

qui doutent de l'intelligence de Perón invoquent surtout, à l'appui de leur thèse, cette erreur économique du Président qui n'a pas vu que l'abandon de l'agriculture, pour une industrie factice, trop gonflée par le marché intérieur, trop chère et primitive pour le marché extérieur, serait une catastrophe. Cela est certain. Cependant, pour nous, le Général a commis une erreur bien plus grave encore : il a supprimé la liberté, la justice et je dirais même l'honnêteté, ce qui n'est pas grave seulement sur le terrain de l'éthique, mais aussi sur le terrain économique, où le prestige et la confiance que l'on a dans un gouvernement honnête joue un très grand rôle. Si l'Argentine avait supprimé les paiements à l'extérieur faute de moyens financiers, si elle avait dû renoncer à des accords commerciaux normaux faute de marchandises, sans cacher la réalité de ses erreurs et de sa malchance (la sécheresse et l'inconvertibilité de la livre-sterling), son prestige ne traînerait pas dans la boue comme un torchon inutilisable. En revanche, le péronisme a jeté la faute de sa mauvaise situation sur l'étranger, en particulier sur les Etats-Unis; il a instauré le régime de la corruption la plus éhontée et, pour la cacher, il a supprimé toute liberté de presse et de parole et il a monnayé la justice. Voilà ce qui plus que tout a ruiné le prestige de l'Argentine. Car les erreurs économiques on peut les réparer, mais une dictature ne peut plus jamais remonter la pente des affronts infligés aux droits individuels, à la justice et à la morale. Et je ne pense même pas qu'il passe par la tête de Perón de s'en repentir. Que fait-il, par exemple, lorsqu'il veut récompenser un footballeur (Perón tend à augmenter l'importance déjà démesurée des sports dans les relations internationales) qui s'est distingué ? Il lui fait donner un permis

d'importation pour des articles vendables sur le marché noir, permis d'importation que l'on vend avec grand bénéfice aux spéculateurs. Toute sa politique est basée sur la corruption qui a envahi toutes les sphères, mais surtout son entourage immédiat et l'administration.

2. La durée du régime.

Ce bref résumé des idées fondamentales de Perón, du bien-fondé de quelques-unes d'entre elles, mais du véritable cancer qui les contamine toutes, me ramène à la question que je me posais au début : Où ira l'Argentine avec un tel homme ? Car il faut compter avec lui. Je vous ai écrit dans mes rapports de l'année dernière qu'en dépit de tous les bruits, je ne croyais, en aucun cas que le Général renoncerait volontairement au pouvoir. Il a la psychologie typique des dictateurs : il se croit un envoyé de Dieu, un messie, une nécessité pour son pays et même pour son continent, et il croit tout cela surtout parce que, même s'il ne se l'avoue pas, le pouvoir l'enivre. Il s'y accroche donc de toutes ses forces. Il dissout l'opposition avec une habileté consommée que même ses détracteurs les plus violents lui reconnaissent. Il profite du fait que les partis classiques n'ont pas d'hommes (depuis bien longtemps du reste, car j'étais ici de 1932 à 1935 et déjà alors je n'ai pas entendu parler d'une réelle personnalité politique argentine), et il pulvérise la seule vraie opposition de toujours : les militaires. Il s'est rallié les soldats et les officiers subalternes par les avantages matériels; il a frappé ou écarté les officiers supérieurs qui lui étaient contraires; il est en train de détruire en sourdine la fameuse école militaire

- 7 -

de Campo de Mayo, la citadelle des "pronunciamientos", l'épouvantail de tous les gouvernements précédents. Ainsi que je le relevais déjà après le soulèvement du 28 septembre 1951, je ne crois pas qu'une révolution balayera le Général Perón, en tout cas pas avant longtemps. Il peut toujours être la victime d'un attentat, cela oui et même facilement, car quoi qu'on en dise, j'ai constaté moi-même à plusieurs reprises et encore très récemment, qu'il est très mal gardé. Mais si on ne retient pas cette éventualité, Perón en a encore, vraisemblablement, pour longtemps : les dictatures de Moscou, Madrid et Lisbonne, qu'une guerre perdue n'a pas touchées, sont toujours là et pourtant on ne peut pas dire que le peuple espagnol, par exemple, n'ait pas vécu la famine et la misère. C'est pourquoi les Argentins qui comptent sur la crise économique (que les Nordaméricains pourraient, selon eux, provoquer si les crises naturelles ne suffisaient pas) pour les libérer de Perón, me paraissent peu familiarisés avec l'histoire des dictatures.

3. La situation économique présente. Les optimistes et les pessimistes.

Donc Perón restera vraisemblablement encore longtemps et que deviendra l'Argentine, pour répéter la question ? Maintenant elle va économiquement mal. Politiquement aussi, comme tout régime de dictature, exception faite peut-être du Portugal. Elle n'a pas de devises; elle n'a pas de marchandises à exporter; sa balance des paiements accuse un milliard (avoué) de déficit; ses transports sont dans un état pitoyable et ils auraient besoin de capitaux énormes pour

être remis en ordre; l'industrie enregistre et enregistrera des faillites plus nombreuses que jamais; le commerce est mort et les magasins vides, faute d'argent; l'énergie électrique manque; plusieurs articles de première nécessité on ne se les procure qu'en faisant la queue devant les magasins dès 4 heures du matin, etc.

Mais les optimistes disent que ça changera bientôt. Pourquoi ? Voici leurs raisons :

1) Depuis bientôt une année, le peso argentin se maintient sur le marché parallèle qui est celui qui compte, à un niveau raisonnable, après s'être beaucoup amélioré, vu que le dollar était arrivé à valoir trente pesos et que, depuis bientôt un an, il n'en vaut plus que dix-neuf;

2) on peut dire que le Gouvernement a mis une fin au gaspillage et à la prodigalité, qu'il a réduit les dépenses gigantesques pour les travaux publics et, par conséquent, l'augmentation dangereuse du papier-monnaie;

3) il est vrai que les prix ont monté, mais pas d'une façon intolérable, de sorte que les salaires actuels assurent encore toujours aux travailleurs un standard de vie supérieur à celui de l'époque antiperonienne et, partant, ils apportent au Président l'appui politique de la masse;

4) le pays n'est plus mené par un pouvoir bicéphale, mais par Perón tout seul, et ceux qui ont observé à quel point l'intervention d'Eva Perón dans les affaires politiques et économiques a été néfaste, doivent admettre que sa mort a réellement et fortement allégé l'atmosphère;

5) le Président a fourni récemment la preuve qu'il domine entièrement la C.G.T. et les syndicats, en éloignant calmement, sans coup férir et sans protestations, tous les dirigeants de cette organisation, surtout M. Espejo, qui parais-

saient si puissants et l'étaient peut-être tant que Mme Perón vivait. Ce geste du Général a beaucoup contribué à lui rallier certains éléments de l'opposition qui voyaient dans la C.G.T. leur pire ennemi et la source probable d'un communisme proche. Par cela, Perón a démontré que, comme il l'a toujours dit, il n'est pas communiste;

6) il est vrai que le pays reste soumis à une dictature, à un système de corruption détestable, mais il partage en cela le sort de beaucoup d'autres pays qui ne jouissent pas moins de la considération et de l'aide des Etats-Unis. Perón est un homme intelligent et s'il profitait du changement de Gouvernement à Washington pour se rapprocher des Etats-Unis, il mettrait un nouveau grand atout dans son jeu. Or, personne ne saurait nier que la presse a beaucoup baissé le ton en ce qui concerne ses reproches aux Etats-Unis, que le Ministre des Affaires étrangères Remorino et les ministres qui constituent l'équipe économique, sont en faveur d'une politique d'entente avec Washington. On peut espérer que Perón n'empêchera pas un rapprochement que Washington (surtout le Département d'Etat et le Pentagone) considère utile et même nécessaire. Après tout, les reproches de Perón à Washington par rapport à l'Ambassadeur Braden (qui fut certainement un grand gaffeur), aux achats dépendant du plan Marshall et à l'inconvertibilité de la livre-sterling, ne sont pas si absurdes et on le sait aux Etats-Unis, de sorte qu'une entente pourrait facilement survenir;

7) quant à la crise économique, il est exact que l'Argentine n'a plus de devises, mais cela n'est pas seulement dû à la faute du Gouvernement. Il a certainement mal employé, en partie, les immenses réserves qu'il a trouvées et qui avaient été accumulées pendant la guerre : on ne saurait l'excuser, mais il a aussi réalisé quelques objectifs louables comme la nationalisation des chemins de fer et des téléphones, la

- 10 -

création de la marine marchande, etc. On ne peut lui reprocher d'avoir augmenté la dette extérieure par des emprunts et ses dettes commerciales envers les Etats-Unis (125 millions de dollars), l'Italie, le Brésil, ne constituent guère une exception péroniste. Perón a eu beaucoup de malchance aussi : deux ans et demi de sécheresse et de récoltes perdues pour un pays essentiellement agricole, auraient compliqué la vie à n'importe quel gouvernement. En 1953 la récolte sera excellente et si elle ne résoudra pas entièrement la situation, elle signifiera néanmoins la fin de la grande crise économique argentine de ces dernières années. Elle permettra de payer une partie des dettes vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Italie, du Brésil, etc., de rétablir donc le crédit de l'Argentine et d'établir des relations commerciales avec des pays avec lesquels l'Argentine n'avait plus de contact faute de production. En outre, les producteurs auront de nouveau de l'argent, le commerce à l'intérieur reprendra et l'argent affluera de nouveau dans les caisses de l'Etat.

8) Ce fait essentiel de la bonne récolte et celui qui veut qu'en six ans de gouvernement le Général a sans doute beaucoup appris, laissent subsister l'espoir que même avec Perón l'Argentine se relèvera et redeviendra un pays florissant. Perón a déjà fourni la preuve que quelque chose d'important a changé, car il a abandonné son attitude démagogique vis-à-vis des travailleurs auxquels il ne cesse de rappeler leur obligation de travailler et l'opportunité d'épargner.

A ces arguments des optimistes, les réalistes, ou pessimistes, répondent :

1) il y a un motif essentiel pour lequel ce pays ne se relèvera pas sous le péronisme et il est étroitement lié avec la personne du Président : Perón a prouvé avant d'avoir le pouvoir et surtout en six ans de gouvernement, qu'il

- 11 -

est absolument incapable de gouverner. Il n'est que médiocrement intelligent; l'orgueil et une ambition forcenée l'amènent à écarter systématiquement de lui toutes les personnes intelligentes et, s'il y en a dans son entourage, à ne pas les laisser agir. Il est foncièrement corrompu et il a érigé la corruption en système de gouvernement. Il n'entend rien à l'économie ainsi que cela est prouvé par l'impulsion qu'il a donnée à une industrie mort-née contre l'agriculture qui est l'épine dorsale du pays; par son esprit bêtement spéculatif qui fait perdre au pays des centaines de millions sur la laine qu'il a emmagasinée dans l'attente de la guerre et d'un prix supérieur, pour la vendre après avec perte; par la façon éhontée dont il a profité d'un moment de disette dans le monde, sans penser que le jour viendrait où on lui ferait expier son âpreté; par la façon dont il a ruiné une situation monétaire des plus florissantes sur l'autel de son véritable culte pour l'inflation qu'il considère bêtement au moins sans danger. Il est à un tel point naïf, ou inconscient, qu'il annonce publiquement des bourdes comme celle qui consiste à dire que l'Argentine construit elle-même ses automobiles, ses locomotives, ses tracteurs, qu'elle produira, d'ici 1958, tous les combustibles dont elle a besoin, alors qu'il sait qu'une telle affirmation est un grossier mensonge qui n'échappe à personne. Toute sa soi-disant politique économique, avec comme principales bases le IAPI (monopole des ventes) et les permis à l'importation distribués principalement d'après des critères politiques, n'est qu'une retentissante faillite de l'homme.. Dans son déjà fameux plan quinquennal, il annonce après le monopole des exportations, aussi le monopole des importations essentielles, ce qui, surtout à cause de l'incapacité congénitale de l'administration, ne peut que ruiner l'interchange.

2) Si on ajoute à cela que le Général est menteur,

./.

- 12 -

qu'il n'a aucun respect pour la parole donnée, qu'il est faux et cynique, on se demande comment un tel homme peut devenir l'artisan d'un relèvement du pays.

3) Si on tient encore compte du fait que dans le pays il n'y a ni liberté, ni justice, ni sécurité, on se demande quel peut bien être le prestige de l'Argentine à l'extérieur et par conséquent ses possibilités d'entente avec d'autres pays. Oui, nous pouvons faire du troc, si nous avons des marchandises, mais pas mettre sur pied des relations normales. Et en effet, nous négocions depuis plus de huit mois avec l'Angleterre sans arriver à un accord; l'Italie a dû accepter un arrangement qui fait d'elle un de nos grands créanciers, uniquement à cause de ses besoins sur le terrain de l'émigration; l'Allemagne nous a donné un crédit et cherche à s'entendre avec nous même avec perte, pour reconquérir le marché, mais avec les autres pays nous n'arriverons à rien.

4) La récolte, même si elle est bonne, ne changera pas grand'chose à notre mauvaise situation économique. Tout d'abord elle n'est pas encore sous toit: les transports fonctionnent d'une façon tellement précaire qu'il faudra voir comment le blé arrivera dans le port. Ensuite, le blé n'a jamais été le principal produit de l'Argentine, mais le maïs, dont la récolte n'est guère aux portes. En payant le blé aux producteurs, à raison de 50 pesos le quintal, nous sommes déjà au-dessus du prix mondial et nous devons le vendre à 68 pesos pour payer le transport du lieu de production au port d'embarquement. Qui l'achètera à ce prix-là? Il faudra recourir à des manipulations de change qui ne renforceront pas la monnaie et qui ne faciliteront probablement pas nos négociations avec l'étranger. La plupart de nos ventes seront destinées à payer des dettes (Brésil, Italie) et n'apporteront pas des devises au pays. Valorisez même d'une façon très optimiste

./.

- 13 -

notre exportation totale, elle ne suffira jamais à couvrir le coût des marchandises à importer pour remettre sur pied nos transports qui sont dans un état dangereux et pitoyable, ni notre industrie (énergie électrique, pièces de rechange, machines à remplacer, etc.).

5) Ajoutez à cela que nous entretenons une bureaucratie plus vaste que celle de l'Angleterre lorsqu'elle avait l'empire intact, et que les frais de l'Etat, du parti, des municipalités sont sans contrôle. Si Perón était un homme capable et honnête, il n'y a pas de doute que l'Argentine pourrait se relever, mais avec un tel mégalomane il est impossible d'avoir un réel espoir. Il suffit de lire son second plan quinquennal pour la période 1952/58 - qu'on pourrait appeler le ballet des milliards - pour en être convaincu. Ce plan à lui seul comporte sept milliards de dépenses par an seulement en ce qui concerne l'Etat, sans compter la participation de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. On dit que ce plan est un bluff destiné à impressionner la masse, mais même si cela était, comment faire confiance à un homme qui a recours à de tels moyens pour rester au pouvoir. Il amènera fatalement le pays vers une inflation encore plus grande que celle que nous avons déjà vécue, car dans son ignorance, il pense que par là il ne fait qu'appauvrir les propriétaires, les commerçants et les industriels, alors qu'il ruine le pays. Il a répété à plusieurs reprises que l'inflation ne l'impressionne nullement.

6) En plus de tout cela, Perón fait détester l'Argentine partout et surtout dans les pays d'Amérique et particulièrement aux Etats-Unis qui sont très indisposés non seulement par les accusations fantaisistes et directes du Général, mais surtout par son activité antinordaméricaine au Paraguay, en Bolivie, au Chili, partout où il peut. Or, pour le moment

./.

- 14 -

les Etats-Unis se bornent à ne pas nous aider, mais si Perón poursuivait sa politique de haine, ils pourraient chercher à nous nuire. Il paraît impossible que l'Argentine, après trois ans de crise puisse arriver à rétablir son économie, ce qui exige la mise en ordre de son industrie et surtout de ses transports, sans les Etats-Unis. — Même si avec la coopération de "Autounion" nous arrivions à jeter sur le marché la fameuse "auto justicialiste" (qui rappelle tellement, à cause d'une analogie frappante des circonstances ayant trait aux hommes, à l'isolement, à leur impuissance dans tout sauf dans les cascades de discours, la laine que l'Italie autarcique de Mussolini prétendait extraire du verre en 1939 !), ce n'est pas elles qui transporteront notre production et notre bétail dont une grande partie a succombé l'année dernière et cette année justement à cause du manque de transport. Au lieu de chercher à résoudre les vrais problèmes du pays, dont la solution ne serait pas si difficile à trouver, Perón se perd dans des rêves de surhomme, il pense à la grande industrie, à la sidérurgie, aux autos, aux croiseurs même, à donner une législation sociale au monde, à être l'arbitre entre Washington et Moscou, à sonner le glas de Wallstreet. C'est un ridicule "homunculus" qui prétend penser à l'échelle du monde et laisse entre-temps périr un médiocre pays de seize millions d'habitants qui serait florissant s'il se bornait à se laisser vivre, son économie étant des plus simples.

4. Importance décisive du dictateur.

Ainsi qu'on le voit clairement, les optimistes comme les pessimistes font dépendre l'avenir de l'Argentine de l'attitude de Perón. Les premiers espèrent parce qu'ils croient que Perón a appris et qu'il changera de politique; les seconds

désespèrent parce qu'ils pensent que l'homme a été et restera une catastrophe.

Je pense que c'est effectivement ainsi qu'il faut poser le problème. Et c'est justement parce que pour moi l'homme est indéchiffrable, parce que je pense qu'il est impossible de prévoir à l'avance quel est le chemin que son orgueil, son messianisme, son manque de conscience et de propreté lui feront prendre, que je dois m'abstenir de porter un jugement sur le futur immédiat de ce pays. D'instinct j'incline plutôt vers le clan des optimistes : je pense que Perón parle pour la foule et pour se donner du courage, mais qu'en réalité il a compris que pour redresser son bateau, il doit pointer vers d'autres étoiles. Nous savons tous que le ton des dictateurs varie fondamentalement sur la tribune publique et dans l'intimité. Et néanmoins je ne suis nullement sûr que mon instinct ne me trompe pas.

5. L'opinion des étrangers.

Je cherche naturellement à vérifier mon propre sentiment (on peut à peine parler d'opinion) en le comparant avec celui des autres. J'ai réuni à la Légation, par exemple, le comité et les conseillers de notre Chambre de commerce, il y a quelques semaines, pour leur dire quelles sont les difficultés qui s'opposent pour l'instant à la conclusion d'un accord commercial avec l'Argentine. Or, les quatre Suisses qui ont pris la parole pour répondre à mes objections (les autres se sont tous tus) ont tous affirmé leur foi dans l'avenir du pays. Il est bien clair que s'ils perdaient tout espoir dans un redressement prochain leur raison d'être ici tomberait, et que leur optimisme est donc psychologiquement explicable. Néanmoins, ils ont défendu leur optimisme avec chaleur; avec plus de

- 16 -

chaleur que d'arguments, d'ailleurs. En effet, ils se bornent à dire que les richesses de l'Argentine sont telles que le pays ne peut pas succomber; que la situation actuelle est due surtout à la sécheresse et à l'inconvertibilité de la livre; que l'Argentine a toujours payé ses dettes; que l'Allemagne qui se place sur ce marché avec des sacrifices financiers et de gros risques, de même que l'Italie, doit nous donner l'exemple, car nous ne reprendrons plus les positions que nous sommes sur le point de perdre. Ce sont des arguments d'ordre très général; nous croyons tous que l'Argentine se relèvera, mais l'important pour nous c'est de savoir quand. Nous ne pouvons pas, hélas ! juger les choses "sub specie aeternitatis". L'opinion des trente membres de notre Chambre de commerce n'a pas ouvert la plus petite brèche dans le voile qui m'empêche de scruter l'horizon politique et économique argentin.

J'ai vu longuement mon collègue français. Il était euphorique au moment de mon départ, en juin. Bien que ses collègues, en France, ne le considère un ambassadeur de taille qu'à cause de son style, et qu'avec le style je doute qu'on décroche quoi que ce soit dans ce pays (le moins stylé du monde), l'Ambassadeur français est un homme d'expérience. Je l'ai trouvé, en rentrant, très découragé. Il m'a dit qu'il n'obtient absolument rien, ni dans le domaine commercial ni dans le domaine financier; qu'à Paris on n'a aucune confiance dans l'avenir immédiat de l'Argentine et que la presse française intéressée à ce pays noie sa déception dans des articles très sévères pour les capacités du représentant de la France à Buenos Aires. (C'est une façon de se consoler qui n'est pas exclusivement française.) L'Ambassadeur ne voit pour le moment aucune possibilité d'arriver à un accord.

Le Ministre de Belgique m'a tenu des propos analogues. Il cherche une formule pour "un petit accord", mais il ne la voit pas encore.

- 17 -

Les Anglais ont de l'espoir. Ils négocient depuis dix mois, ils ont envoyé ici, il y a trois semaines, Lord Reading en visite "de bonne volonté", sans succès, mais ils croient qu'ils arriveront à un accord et que les choses peuvent s'améliorer, en général, pour le pays.

Les Suédois font comme nous : ils attendent sans préjugés et sans pousser trop loin l'analyse des temps futurs. L'essentiel c'est d'arriver à acheter un certain quantitatif de blé et à en porter le prix payé, sur le compte-Argentine, pour se constituer une réserve qui permette de négocier. Reste à savoir si cela sera possible.

L'Ambassadeur d'Italie, vice-doyen du corps diplomatique, ancien avocat important à Milan, est le chef de file des optimistes. Il est ici depuis 1946, il a beaucoup vu Perón, il croit que celui-ci a compris et que l'Argentine se relève. L'Italie était déjà fortement créancière de l'Argentine et elle a signé récemment un accord qui augmente ses créances ! L'Ambassadeur d'Italie est sûr que l'Argentine commencera à payer en 1954. C'est curieux de constater que les deux pays qui font le plus confiance à l'Argentine (et la confiance se traduit par d'importants crédits) soient l'Italie et l'Allemagne que l'on croyait avoir perdu la guerre et ruinées. Les ressortissants de l'oncle Sam (ou Sap, comme on dit maintenant) doivent regarder cela avec des sentiments mélangés. Il est possible que l'Argentine commencera à payer en 1954; en tout cas, le 23 de ce mois, le Ministre des Affaires économiques m'a déclaré que l'Argentine ne pourra guère reprendre ses services financiers envers l'étranger avant deux ans pour le moins.

A l'Ambassade des Etats-Unis, on est très sceptique quant au relèvement de l'Argentine. Il est évident que le côté politique des choses doit influencer beaucoup sur le jugement

- 18 -

d'hommes qui, depuis des années, n'enregistrent que des insultes à leur pays de la part du dictateur argentin. Cependant l'Am-bassade possède un impressionnant réseau d'informations.

En général, dans le corps diplomatique on est très "réservé" lorsqu'on examine l'avenir immédiat du pays. Et ici aussi, la réserve est en relation directe avec les méthodes du gouvernement.

Je me suis longuement entretenu, au printemps dernier, avec le banquier suisse Walter Boveri et, il y a quinze jours, avec le directeur du Bankverein, Samuel Schweizer : les deux estiment qu'il est fort douteux que le régime mette le pays sur des voies ayant un minimum de stabilité souhaitable et que "wait and see" est la devise qu'il convient d'adopter vis-à-vis de ce pays.

C'est du reste ce que nous faisons, vous et votre Légation à Buenos Aires. Nous sommes à l'affût de toute possibilité d'effectuer ici des achats, pour nous assurer des fonds à Zurich, nous permettant de conclure un accord en toute tranquillité le moment venu et nous sommes un des rares pays vis-à-vis desquels l'Argentine possède une créance commerciale. Certes, nous avons ici de gros capitaux, mais ce n'est pas l'Etat qui les y a placés. La Suisse officielle a donc été et reste prudente.

6. Conclusion.

L'année qui va commencer retrouve donc l'Argentine dans une situation difficile, face à un avenir incertain. Les causes d'un état de fait aussi décevant doivent être recherchées en grande partie dans le régime, dans son incapacité,

./.

- 19 -

dans sa carence dans presque tous les domaines, dans sa corruption et dans son abandon de toute préoccupation spirituelle.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

Funarioli
